



## Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

84 | 2001

Anthropologie et économie

---

# Le paysan jurassien : un fonctionnaire qui s'ignore ?

Le mythe du libre entrepreneur et la réalité des subventions fédérales

Yvan Droz

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/2617>

DOI : 10.4000/jda.2617

ISSN : 2114-2203

### Éditeur

Association française des anthropologues

### Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2001

Pagination : 173-201

ISSN : 1156-0428

### Référence électronique

Yvan Droz, « Le paysan jurassien : un fonctionnaire qui s'ignore ? », *Journal des anthropologues* [En ligne], 84 | 2001, mis en ligne le 01 janvier 2002, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/2617> ; DOI : 10.4000/jda.2617

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Journal des anthropologues

---

# Le paysan jurassien : un fonctionnaire qui s'ignore ?

Le mythe du libre entrepreneur et la réalité des subventions fédérales

Yvan Droz

---

- <sup>1</sup> En tant que paysan, s'imaginer comme un libre entrepreneur, autonome et indépendant, seul maître chez soi est un leurre. En Suisse, l'agriculteur est aujourd'hui soutenu par la Confédération helvétique au moyen d'importants transferts financiers distribués au nom d'une gestion écologique du territoire : il est devenu un fonctionnaire fédéral qui s'ignore <sup>1</sup>.

## De l'exercice de violence symbolique : l'auto-exploitation des paysans

- <sup>2</sup> Croire en la libre entreprise paysanne est la condition de l'auto-exploitation qui afflige les agriculteurs. L'auto-exploitation – l'action d'abuser de soi à son propre profit – consiste à travailler outre mesure pour un profit modique, c'est-à-dire, pour l'agriculteur, à se mettre totalement au service de l'exploitation patrimoniale en délaissant les loisirs, voire sa vie familiale. Notre analyse s'intéressera donc aux conséquences économiques des pratiques et des politiques agricoles. Pour comprendre la somme considérable de temps et d'efforts que les agriculteurs donnent – eux et leur famille – à l'entreprise familiale, nous étudierons les dimensions économiques et symboliques des pratiques sociales et montrerons que les activités de production sont dépendantes de l'ethos qui les soutient et les informe.
- <sup>3</sup> Précisons que parler d'exploitation n'a de sens que si la notion de travail et son corollaire, les loisirs, peuvent s'appliquer aux pratiques sociales. C'est-à-dire au sein d'un monde où le travail salarié existe et où l'espace consacré au travail et celui destiné aux loisirs sont distincts<sup>2</sup>. En effet, sans rémunération financière, le travail n'existe pas : il n'y a que des activités diverses. Et, sans oisiveté ni loisirs, il n'y a pas non plus de travail, puisqu'il s'agirait alors de la forme paradigmatique de l'exploitation (travailler pour

continuer à pouvoir travailler, sans jouir des fruits de son travail). Si l'opposition entre travail et loisir ne s'applique que difficilement aux pratiques des agriculteurs, la revendication aux loisirs et aux vacances est pourtant bien présente<sup>3</sup>. Certes, les activités agricoles sont à la fois un travail et un loisir, mais les contraintes propres à l'élevage sont comparées par certains agriculteurs aux avantages du salarié. Celui-ci est censé ne travailler que huit heures par jour et avoir terminé son travail lorsqu'il est de retour dans sa famille... dans une banlieue ouvrière sise entre une autoroute et les voies de chemin de fer, oublie d'ajouter notre interlocuteur. Mais il dispose de loisirs et de vacances dont l'agriculteur ne peut que rêver. Ce rêve est bien présent, puisque la « civilisation des loisirs » transmet ses images et construit ses besoins impérieux. Les agriculteurs ne constituent plus – l'ont-ils jamais été ? – un groupe isolé du reste de la société, vivant en autarcie et préservant les valeurs « terriennes », comme le veut l'image d'Épinal.

- 4 L'hypothèse de l'auto-exploitation avance donc que les conditions objectives du travail agricole conduisent à l'exploitation économique et symbolique de l'agriculteur, dont le corollaire est la jouissance d'une autonomie toute relative dans l'organisation des activités productives. Conditions objectives et perceptions subjectives sont **au même titre** constitutives de la réalité sociale et il n'est pas question de déterminer ici une « dernière instance ». Au contraire, une interaction systémique les relie intrinsèquement et ces deux aspects sont à étudier simultanément pour évaluer leur adéquation ou, le cas échéant, mettre en évidence l'effet d'*hysteresis* de l'habitus agricole. Il s'agirait alors de montrer que les conditions de production des schèmes de perception et d'action conduisent à des représentations et des pratiques « contre-productives », c'est-à-dire qui emprisonnent l'agent social dans un cercle vicieux aggravant la situation socio-économique dans laquelle il se trouve.
- 5 En outre, nous avançons l'hypothèse que l'interprétation que nous présentons ici en terme d'aliénation ou d'auto-exploitation ne s'applique pas seulement à l'agriculture, mais également à des secteurs comme la recherche scientifique ou les petites et moyennes entreprises. Il ne s'agit donc pas de colporter une image misérabiliste de l'agriculture, encore moins de reproduire le stéréotype d'une paysannerie primitive et proche des valeurs terriennes.

## Emblème de la famille

- 6 Pour une ferme d'une surface agricole utile (SAU) de 25 à 35 hectares s'adonnant à la production laitière et capable de nourrir entre 30 et 40 UGB<sup>4</sup>, il faut compter une moyenne hebdomadaire d'environ 120 heures de travail<sup>5</sup>. Cette estimation imparfaite cache de nombreuses disparités saisonnières, car l'intensité des différentes activités se module au cours de l'année. La taille de l'exploitation correspond à la charge d'activité que peut assumer une entreprise agricole familiale (Bokemeier, 1997 ; De Haan, 1994 : 10-54). Au-delà de 35 hectares et pour une telle entreprise, il devient difficile de faire « correctement » son travail dans le cadre d'une agriculture intensive, c'est-à-dire d'atteindre au rendement maximal des terres et des bêtes selon les critères d'efficacité et l'idée du travail que se fait l'agriculteur. Rappelons qu'à la très lourde charge de travail qu'exige une exploitation familiale du Jura suisse s'ajoute une forte implication du réseau familial et le renoncement à certains avantages (temps, héritage, etc.) de chacun de ses membres (Droz, 1998 et à paraître).

- 7 Tout cela pour conserver le patrimoine au prix d'un très faible revenu<sup>6</sup>. Certes, il ne s'agit pas de n'importe quelle entreprise, puisque c'est celle où ses ancêtres ont peiné, qu'ils ont améliorée – littéralement – à la sueur de leur front en coupant la forêt, en assainissant les marécages, en aplanissant les vallons, bref en humanisant l'environnement. Ce n'est donc pas l'amour du profit qui enchante les agriculteurs, mais bien le respect des générations passées, le sentiment d'être le continuateur d'une lignée dont les racines sont plantées dans les environs<sup>7</sup>. Le souci du patrimoine, et de sa perpétuation, joue donc un rôle vital dans le don de soi au domaine familial.
- 8 Il importe de souligner les aspects positifs de cette auto-exploitation, sans quoi il serait impossible de comprendre la réalité sociale de l'agriculture. Reprendre le domaine familial et perpétuer l'identité de la famille en tant qu'agriculteur signifient également devenir le représentant de l'identité terrienne des siens, bref, se transformer en marqueur identitaire de la famille, en un véritable emblème familial. Être le continuateur de la lignée, le représentant du domaine foncier est le gage d'un prestige important, puisque les collatéraux et les descendants voient dans le domaine l'expression de leurs racines terriennes<sup>8</sup>. C'est sans doute là l'explication de l'attachement viscéral à l'agriculture que manifestent de très nombreux paysans<sup>9</sup>.
- 9 Outre ces profits symboliques, la qualité de la vie dans une exploitation n'est pas à négliger, bien qu'il s'agisse d'un élément difficile à évaluer. Ainsi, l'agriculteur dispose de nombreux avantages : les bâtiments d'habitation appartiennent quelquefois au patrimoine protégé, érigés dans un environnement parfois superbe. Il jouit, sans en avoir toujours conscience, d'un cadre de vie bien supérieur à celui de ses concitoyens urbains ; il dispose des avantages fiscaux des professions indépendantes où il est parfois difficile de faire la distinction entre les biens de l'entreprise et ceux de l'entrepreneur. Ainsi, les agriculteurs partagent avec les indépendants l'usufruit de multiples biens et services de l'entreprise (véhicules, téléphones, frais généraux, etc.). De même, le sentiment d'indépendance que procure le fait d'être chef d'une entreprise agricole familiale est difficile à évaluer en termes monétaires. En revanche, les avantages en nature ne doivent pas être surévalués, car même si les produits laitiers proviennent souvent de l'auto-production, même si l'on mange fréquemment de la viande de bœuf ou de veau, ces produits ont tout de même un prix de revient dont il faut tenir compte.

## Paysan ou agriculteur

- 10 Au début de notre recherche dans le Jura suisse, nous évitions le terme de « paysan » et employions systématiquement celui d'« agriculteur », car nous connaissions obscurément les connotations négatives qu'il comporte<sup>10</sup>. Paysan, bouseux, péouais, péquenot, plouc, pedzouille, etc., la liste pourrait continuer longtemps et confiner à la litanie. Décrire les défauts attribués au « paysan » serait un vain et pénible exercice. Pourtant, le terme est employé par les paysans eux-mêmes dans le langage quotidien, dépourvu alors de toute connotation péjorative, mais également de toute revendication identitaire : il est simplement descriptif et remplace avantageusement celui d'agriculteur. Ce dernier terme apparaît surfait, tout juste bon pour communiquer avec l'extérieur, avec les « gens de l'autre », mais entre soi, « paysan » suffit. N'est-ce pas là le signe d'une reconnaissance de la méconnaissance ? Chacun sait qu'il est paysan et en est fier, mais chacun sait aussi que le dire revient à se médire aux yeux des « gens de l'autre ». Il faut alors sacrifier à la modernité et s'identifier à l'agriculteur, à cet autre imposé, qui n'est autre

– objectivement – que soi-même : ce paysan modèle, efficace en diable, père nourricier de la patrie, proche de la nature puisqu'il se permet non seulement de la respecter, mais aussi de l'injurier lorsqu'elle contrevient à ses buts.

- 11 L'expérience rapportée par Miéville-Ott rend compte de l'ambivalence du terme, puisque dans un « temple de la modernité », l'école cantonale d'agriculture, les épouses d'agriculteurs ne savent plus à quel saint se vouer :

De manière générale, les femmes interrogées se choisissent comme appellation le terme de paysanne. [...] A l'opposé, le terme de paysan est connoté très péjorativement, c'est pourquoi elles lui préfèrent le terme d'agriculteur pour qualifier le travail de leur mari. Ainsi, pour un couple travaillant sur la même exploitation, la femme est paysanne, l'homme est agriculteur (Miéville-Ott, 1989 : 16).

- 12 Si la femme reste paysanne et l'homme devient agriculteur, n'est-ce pas là le signe d'une modernité qui reconnaît un statut officiel à l'homme, alors que son épouse reste, au sein de l'unité domestique et face à l'extérieur, une paysanne ? Bel exemple de violence symbolique dans la division sexuelle des rôles qui voit le paysan se transformer en agriculteur alors que la paysanne reste paysanne pour elle et pour les autres.
- 13 Et pourtant, l'épouse de l'agriculteur apporte un soutien toujours plus important à la reproduction de l'exploitation, puisque l'argent issu de son emploi salarié à temps partiel est souvent essentiel à la survie de l'entreprise familiale. C'est le reflet de la dénégration d'une transformation des relations de pouvoir au sein de l'exploitation, puisque l'épouse rapporte de l'extérieur, sphère auparavant réservée à l'homme, l'argent – médium de l'échange avec la société – nécessaire à la survie du troupeau et des machines, domaines qui s'apparentent de plus en plus à la sphère intérieure de l'exploitation paysanne, muséographiée pour les besoins d'un mythe d'origine helvétique dans lequel le paysan joue un rôle essentiel, mais archaïque (Berthoud, Crettaz, Preiswerk & alii, 1991 ; Oester, 1996). Il est bien le représentant des valeurs « naturelles », celles qui prévalaient dans l'Eden perdu que les citadins ou les néo-ruraux cherchent à retrouver d'une manière où le grotesque confine avec la drôlerie... aux yeux du paysan qui sait de quoi il retourne.
- 14 Nous serions ici au cœur de l'exercice de la violence symbolique<sup>11</sup>. En effet, l'agriculteur a incorporé au cours de sa scolarité et de son apprentissage les schèmes de perception du paysan tels qu'ils sont véhiculés par la société suisse. Presque tous les agriculteurs, à l'exception de l'ancienne génération, ont suivi une scolarité complète et, pour le moins, une école d'agriculture. Le système scolaire a ainsi inscrit dans leur corps et dans leurs pratiques les mêmes traces que chez les autres citoyens. Par ailleurs, les médias jouent un rôle important dans la construction des besoins, dans l'édification d'une image de ce à quoi doit prétendre tout citoyen pour correspondre à la réussite sociale. Or, si l'on excepte le culte de l'individu libre et autonome qui rejoint l'ethos de l'agriculteur, cet idéal de soi individualiste et jouissif entre en conflit avec l'ethos de l'agriculteur qui implique l'insertion dans – et surtout la dépendance du – réseau familial. En outre, certains aspects de cet idéal agraire sont renforcés par l'ethos paysan qui enveloppe tant l'unité domestique que le voisinage et présente un idéal de soi aussi clair qu'inaccessible. L'agriculteur ne peut donc faire autrement que d'adhérer à la vie paisible et harmonieuse censée être la sienne et se doit d'exploiter son domaine au mieux pour ne pas sombrer dans le stéréotype inverse du paysan arriéré et je-m'en-foutiste, sale et grossier.
- 15 L'exercice de la violence symbolique ne se limite pas à l'incorporation d'une image de soi peu gratifiante, puisqu'elle s'exprime dans les émotions et le vécu quotidien (Bourdieu,

1997 : 215). Devoir, respect, dévouement affectif, ce sont bien les sentiments qui se trouvent au cœur de la reproduction de l'unité domestique paysanne : ils sont l'essence de la famille patrimoniale et ils garantissent la reproduction du domaine... longtemps après la disparition de leurs conditions sociales de production.

- 16 L'ethos du libre entrepreneur serait cette représentation subjective, incorporée par les agriculteurs, déniaient la vérité objective de leurs pratiques. Si nous reprenons les termes de Pierre Bourdieu :

Une des dimensions fondamentales de l'aliénation réside dans le fait que les dominés doivent compter avec une vérité objective de leur classe qu'ils n'ont pas faite, avec cette classe-pour-autrui qui s'impose comme une essence, un destin, fatum, c'est-à-dire avec la force de ce qui est dit avec autorité : sans cesse invités à prendre sur eux-mêmes le point de vue des autres, à porter sur eux-mêmes un regard et un jugement étrangers à eux-mêmes [...]. Entre tous les groupes dominés, la classe paysanne, [...] est l'exemple par excellence de la classe objet, contrainte de former sa propre subjectivité à partir de son objectivation (et très proche en cela des victimes du racisme) (Bourdieu, 1977 : 4).

- 17 Vérité qui n'est autre que la **rentabilité sociale** de l'agriculture suisse, en ce qu'elle permet, non de produire des biens de consommation qui restent hors de prix en comparaison internationale, mais bien de maintenir une occupation du sol écologiquement propice et surtout de reproduire le mythe d'une Suisse indépendante, autarcique, paisible et « propre en ordre ». Ce déni de la vérité objective se retrouve d'ailleurs dans la représentation des paiements directs<sup>12</sup> comme une forme d'assistance publique, alors qu'il s'agit du paiement d'un service public rendu à la collectivité.
- 18 Approprié à l'usage familial, le terme de paysan est interdit de séjour dans les relations avec autrui, lorsqu'il s'agit de se (re)présenter et de (re)prendre à son compte les schèmes de perception que le monde « moderne » impose aux paysans. Il n'est dès lors plus possible d'être ce que l'on est puisque les mots font défaut pour le dire et qu'il ne reste plus d'autre échappatoire au paysan que de se conformer à être ce que les autres pensent qu'il doit être. Paradoxalement, cet usage du terme participe aussi de la construction d'une identité professionnelle en distinguant les agriculteurs des autres citoyens : les « gens du soi » se séparent ainsi des « gens de l'autre » en se réappropriant le nom de paysan lorsque l'on reste entre soi.

## Langage technique et groupe professionnel

- 19 L'emploi d'un vocabulaire technique ne peut être considéré à lui seul comme un signe de l'auto-exploitation, puisqu'il a des fondements objectifs dans la complexité de la technologie agricole. Toutefois, associé aux autres caractéristiques que nous avons relevées, l'emploi de ce langage prend un sens particulier qui nous paraît confirmer l'interprétation de Jean-Pierre Darré (1985). La pléthore d'abréviations qui prévaut en agriculture rend la compréhension des conversations parfois difficile. En effet parler par abréviations équivaut – pour le profane – à parler par énigme, donc à utiliser un langage réservé aux élus. Ce langage professionnel qui rappelle la technicité du jargon scientifique, représente d'une part le signe de la domination du langage et des pratiques administratives ou scolaires sur les pratiques et le langage d'une paysannerie relativement autonome deux générations auparavant (Mendras, 1995) et d'autre part, une prétention à la reconnaissance sociale en affichant – souvent en ayant toutes les raisons

techniques de le faire – la technicité et le sérieux d'une agriculture « scientifique » ou professionnalisée.

- 20 Par ailleurs, comme le remarque Jean-Pierre Darré :

La technicité du contenu des échanges verbaux tend à s'élever, faisant passer le voisin ou le parent du statut de comparse à celui de profane : les conversations, les échanges d'informations et d'expériences entre les agriculteurs sont à la fois plus denses et moins compréhensibles (Darré, 1985 : 24).

- 21 La technicité ne se cantonne pas au langage, mais elle affecte de nombreuses pratiques sociales, telle la composition minutieuse des aliments pour les vaches, voire la pesée des différentes substances qui la composent ; tel l'emploi de nouveaux matériels spécifiques comme les tondeuses à pâturage censées améliorer la repousse en éliminant les rejets et en dispersant les bouses ; tel le contrôle scrupuleux de la qualité du lait pour éviter les remontrances de la société de laiterie ; ou encore tels ces longs travaux administratifs (demandes de subventions, calcul du budget, cartes d'identité bovine, etc.). Langages et pratiques techniques qui excluent non seulement les « étrangers », mais aussi les femmes et les anciens qui méritent alors le qualificatif de paysan ou de paysanne. Les agriculteurs peuvent donc s'affirmer tels grâce à la domination symbolique que procure l'usage d'un langage spécialisé, mais au prix d'une division insidieuse des exploitations agricoles familiales : les épouses et les parents se voient exclus des tâches les plus prestigieuses de la reproduction du domaine patrimonial.
- 22 Toutefois, l'exemple de politiciens invités dans une écurie pour recevoir « des consignes de vote » illustre un autre effet du jargon agricole. Les hommes politiques issus du monde paysan se trouvaient comme des poissons dans l'eau au milieu des vaches et des agriculteurs : les plaisanteries fusaient entre les remarques économiques ou politiques formulées dans le jargon que partagent les fonctionnaires agricoles et les agriculteurs. En revanche, les représentants des citadins se sont tenus cois et leur seule intervention a lamentablement échoué lorsque l'un d'eux a démontré son manque de maîtrise du langage des professionnels de l'agriculture. Partager la même langue permet de constituer un groupe au-delà des frontières professionnelles : les notables de la politique locale instrumentalisent leur origine terrienne pour partager les préoccupations de leur électorat et le fidéliser. Fonctionnaires agricoles, paysans et politiciens libéraux construisent ainsi un groupe dans le but implicite de soutenir les exploitations familiales. En effet, comme nous le disait un parlementaire, le langage de la terre parle à ses pairs, car nombreux sont ceux qui ont vécu leur enfance à la ferme. Les préoccupations « techniques » ou la charge émotionnelle de certains événements sont donc partagées bien au-delà du secteur primaire.
- 23 Les nombreuses réunions professionnelles, les concours, les foires ou les expositions agricoles sont les lieux de la reproduction de l'ethos paysan<sup>13</sup>. Il suffit de voir l'intérêt porté à la beauté des vaches et à leurs qualités productives pour se convaincre que ces lieux agissent comme des espaces de concurrence et de reproduction de hiérarchie discrète qui constitue des éléments de l'ethos paysan. Celui qui, sans afficher un intérêt excessif pour le concours, obtient un titre, présente ainsi l'excellence de sa gestion du domaine patrimonial aux yeux de tous. En revanche, certains agriculteurs qui consacrent trop de passion et de technique (transfert d'embryons par exemple) à ces événements annuels, sont décriés : une trop grande technicité disqualifie son auteur et le met hors champ. Chacun se positionne ainsi parmi ses pairs en acceptant implicitement les règles du jeu, en respectant les rites d'interaction<sup>14</sup> propres à ces différentes scènes. Il est

loisible de voir dans la technicité croissante du langage des agriculteurs, et en particulier l'emploi des abréviations, un des rites d'interaction qui soudent le groupe professionnel et autorisent la reproduction de son ethos en instituant un milieu relationnel protégé par l'incompréhension des profanes. C'est dans ce cadre, au sein d'un voisinage tant professionnel que géographique, que les associations professionnelles prennent tout leur sens, puisqu'elles participent à la reproduction de l'ethos paysan, à la construction d'une identité professionnelle : celle des agriculteurs.

- 24 La professionnalisation de l'agriculture aboutit à la constitution de véritables « groupes professionnels » qui ont remplacé les « communautés villageoises ». En effet, les mutations démographiques vécues par les campagnes – avec l'arrivée de beaucoup de citadins – et la disparition de nombreuses exploitations agricoles ont transformé les relations sociales. L'agriculture est passée du mode dominant des pratiques sociales à un aspect de la vie des campagnes. Les agriculteurs sont aujourd'hui souvent minoritaires « chez eux » (Darré, 1985 : 15-25). Pourtant, le déclin démographique de la paysannerie ne doit pas cacher la prégnance du groupe professionnel local. Ainsi, un ensemble de pratiques sociales ou de schèmes de perception et de représentations constitue les agriculteurs en tant que groupe professionnel (*ibid.* : 35). Outre le langage commun et exclusif, la formation technique renforce la cohésion du groupe professionnel, puisqu'un nombre toujours croissant de ses membres a suivi une école d'agriculture. Il suffit de rappeler les rites d'institution propres au système scolaire pour comprendre l'importance des liens qui unissent les « initiés ». Mais, comme nous l'avons souligné, cette cohésion, cette construction identitaire du groupe professionnel se fait au moyen de l'exclusion d'une partie des siens (femmes et anciens), car :

Le véritable miracle que produisent les actes d'institution réside sans doute dans le fait qu'ils parviennent à faire croire aux individus consacrés qu'ils sont justifiés d'exister, que leur existence sert à quelque chose. Mais, par une sorte de malédiction, la nature essentiellement diacritique, différentielle, distinctive, du pouvoir symbolique, fait que l'accès de la classe distinguée à l'Etre a pour contrepartie inévitable la chute de la classe complémentaire dans le Néant ou dans le moindre Etre (Bourdieu, 1986 : 214).

- 25 Si l'on se souvient que l'agriculteur dépend de sa famille pour conduire son exploitation, on peut s'interroger sur le sens de cette division insidieuse de l'unité domestique : les épouses et les anciens – dont le travail est indispensable à la bonne marche de l'exploitation – ne maîtrisent plus le langage autorisé pour parler de leur activité. Cela confirme le paysan dans l'image qu'il se fait de lui et l'emprisonne dans son statut d'agriculteur moderne : il est bien le seul maître à bord... et peut donc se tuer à la tâche tranquillement.

## Vocation agricole et mythe paysan

- 26 La vocation « monastique » de l'exploitant qui se consacre au domaine constitue un véritable don de soi pour maintenir le patrimoine. Plus l'agriculteur se sent libre d'organiser son temps comme il l'entend, de « choisir » ses orientations productives – qui sont en fait choisies par les ordonnances fédérales et les grands distributeurs –, de gérer individuellement son exploitation (alors que sa comptabilité est souvent effectuée par le service de vulgarisation agricole qui lui indique les postes déficitaires, donc à rééquilibrer, ou bénéficiaires et à développer), plus il aura tendance à se tuer à la tâche, à



se sacrifier pour maintenir le domaine patrimonial, à travailler toujours plus pour un revenu toujours moindre. En d'autres termes :

[...] La vérité subjective est d'autant plus éloignée de la vérité objective que la maîtrise du travailleur sur son travail est plus grande (ainsi, dans le cas des artisans sous-traitants ou des paysans parcellaires soumis aux industries agroalimentaires, l'exploitation peut prendre la forme de l'auto-exploitation) ; d'autant plus aussi que le lieu de travail (bureau, service, entreprise, etc.) fonctionne davantage comme un espace de concurrence où s'engendrent des enjeux irréductibles à leur dimension strictement économique, enjeux propres à produire des investissements disproportionnés avec les profits économiques reçus en retour [...] (Bourdieu, 1997 : 242).

- 27 Enjeux qui ne sont autres que l'ancrage patrimoniale de la famille dans le terroir (l'agriculteur comme emblème de la famille) et la reproduction du mythe paysan d'une Suisse autarcique, libre et démocratique (l'agriculteur comme image d'une Suisse rêvée). L'exploitation agricole fonctionne aussi comme un espace de concurrence où s'affirme et s'affiche l'excellence de l'exploitant ou son désintérêt pour une production « correcte ». Le domaine présente aux yeux de tous les qualités et les défauts agricoles de la dynastie familiale, le labeur des générations précédentes s'est inscrit dans l'environnement, ainsi humanisé, du domaine. Bref, il constitue l'histoire « naturelle » de la famille paysanne. Mais c'est aussi le lieu où l'agriculteur présente son travail au citadin, au promeneur qui jouit d'une campagne « jardinée » lors des week-ends, des torrées<sup>15</sup> et des pique-niques. Sans en avoir toujours conscience, le citadin bénéficie de la gestion du paysage par l'agriculteur qui soigne les bordures et les talus, évite l'apparition de la friche, exploite les forêts communales, répare les chemins domaniaux ; bref, il entretient le paysage<sup>16</sup>. Cette représentation « naturelle » des qualités de la campagne contribue à reproduire le mythe du paysan – pour le paysan et pour le citadin – en soumettant les pratiques agricoles aux exigences de la concurrence des pairs et aux attentes des citadins.
- 28 Si le paysan joue bien un rôle essentiel dans la construction de l'identité suisse, on peut supposer que les « attentes collectives » constituent une véritable prison pour l'exploitant agricole, contraint de (se) représenter le mythe « suisse ». En effet :
- Le paysan, l'agriculteur continue d'incarner l'ensemble des qualités que le peuple suisse voudrait qu'on lui reconnaisse : libre sur sa terre, pacifique et indépendant, sûr et travailleur ; il vit harmonieusement avec sa famille en mettant tout en œuvre pour faire fructifier son patrimoine (Hainard & Hainard, 1980 : 224)<sup>17</sup>.
- 29 Cependant, une transformation du mythe paysan a lieu aujourd'hui face aux questions urgentes que posent les contraintes écologiques planétaires. Dans les territoires de l'imaginaire national, où se déploient les effets du mythe paysan, cet aspect écologique s'associe aux craintes identitaires suscitées par l'inévitable rapprochement avec l'Europe (Oester, 1996). L'agriculture peut alors retrouver son image de garante de l'autonomie alimentaire nationale face aux produits importés, dont les conditions de production sont supposées inhumaines, comme le montre l'épisode de la vache folle ou des poulets à la dioxine. Agriculture écologique, catalyseur, transversales alpines et camions de 40 tonnes<sup>18</sup> forment une constellation d'éléments qui reproduisent l'image d'une Suisse pure, propre et libre des souillures d'une société mondialisée mettant en péril l'écosystème. Alliance contre nature qui voit l'archaïsme du paysan originel, conquérant des espaces sauvages, céder progressivement devant la « mission » écologique et la conservation ou l'entretien d'une nature fragile et pure<sup>19</sup>.

- 30 Il n'est peut-être pas inutile de souligner que, mis à part des éléments d'histoire événementielle et des récits de vie, nous n'avons pas trouvé de textes historiques sur l'agriculture jurassienne. Hormis le texte de Robert Pinot (1979) et quelques articles de journaux, il n'existe pas de description des pratiques sociales des agriculteurs jurassiens. Faut-il voir dans cette carence des sciences humaines à proposer une connaissance de soi le corollaire d'une représentation mythique des qualités du paysan ? La description historique des formes d'entraide et des relations familiales risquerait-elle de démentir la représentation sociale du mythe paysan ?
- 31 Nous pouvons rapprocher cette fonction identitaire nationale de la fonction emblématique familiale. Si le paysan représente bien une forme de la « suissitude », il incarne également l'ancrage terrien de sa famille étendue et apparaît comme un exemple de libre entrepreneur, comme le veut l'ethos paysan. Ces trois aspects (incarnation du mythe suisse, emblème des racines foncières de la famille, symbole de la libre entreprise) se renforcent mutuellement pour rassurer l'agriculteur du bien-fondé de son « choix » de persévérer dans l'exploitation familiale. Par ailleurs, cette fonction identitaire se retrouve sur un plan éthique plus général. Ce sens de porter une mission, pour sa famille, mais aussi plus généralement pour la nation ou l'humanité, s'exprime dans la certitude de contribuer à nourrir la patrie, mais également la planète : il s'agit du bien de l'humanité. Comment ne pas être séduit, ou emprisonné, par la confluence d'attentes collectives, nationales ou familiales et d'un idéal de soi qui répond au culte voué au libre entrepreneur ?
- 32 Ainsi, certains agriculteurs soulignent la faiblesse des réserves alimentaires mondiales et l'« explosion » démographique qui ne s'essouffle que fort lentement. Ils participent bien à nourrir l'ensemble de la population et à garantir la sécurité alimentaire de l'espèce humaine. On entrevoit dans ces propos un sentiment d'état de siège, comme si les entreprises agricoles familiales devaient tenir envers et contre tout pour préserver l'avenir de l'homme dont les paysans seraient les garants méconnus. En effet, d'aucuns pensent que la patrie, mais aussi la planète aura bientôt besoin d'eux pour manger. Ce sentiment qui confine au millénarisme trouve dans les famines qui affligent des régions entières les premiers signes de sa vérité. Les changements climatiques contribuent à renforcer le sentiment d'avoir une mission sacrée à remplir, mais aussi à susciter l'angoisse des lendemains : sera-t-il encore possible de produire des aliments chez soi ? Les interventions administratives destinées à limiter la production, à augmenter les jachères contre les paiements directs sont ainsi perçues comme temporaires : « Il n'est pas dit que dans dix ans on ne nous demande pas de produire à nouveau, et alors on aura besoin de paysans... ». Bref, ce secret espoir de voir une nouvelle fois reconnu le rôle nourricier de l'agriculture n'est pas étranger à l'attachement à la terre. Ainsi, faire don de soi au domaine familial ne permet pas seulement de devenir le représentant de la famille, son marqueur identitaire qui garantit les racines terriennes, mais cette vocation – au sens religieux du terme – est soutenue par la perspective de se retrouver dans le rôle de sauveur de l'humanité, de nourricier des enfants de nos enfants. Le mythe paysan resurgit ici dans ses aspects de pionnier défricheur, d'homme qui doit arracher sa pitance à une nature ingrate, de véritable pourvoyeur de biens, de créateurs de la seule vraie richesse : les fruits de la terre.
- 33 A ce secret espoir s'ajoute parfois une forme de colère face aux modifications des règles administratives. En effet, certains agriculteurs ont le sentiment d'avoir répondu scrupuleusement aux exigences de la politique fédérale qui leur demandait d'assurer une

certaine autosuffisance alimentaire à la patrie. En outre, les écoles d'agriculture ont formé les jeunes agriculteurs en vue d'une production maximale. Or, la nouvelle orientation de la politique agricole leur demande de produire selon des techniques plus « écologiques » et de laisser des parcelles en friche. C'est une nouvelle exigence à laquelle ils ne sont pas préparés et :

On comprend la révolte et l'amertume de ces agriculteurs qui ont fait tout ce qu'on leur a demandé de faire et qui, pourtant, se retrouvent aujourd'hui en difficulté, et même, pour un nombre croissant d'entre eux, en faillite (Champagne, 1993 : 537).

- 34 Les modifications des contraintes administratives ou commerciales et les difficultés économiques croissantes suscitent un sentiment de désarroi qui peut s'exprimer dans la colère comme dans l'espoir d'une reconnaissance future.

## Subventions, prestations et fonctionnaires

- 35 Pour affermir notre propos sur l'auto-exploitation, il est nécessaire d'envisager les aspects économiques et politiques de l'agriculture suisse et montrer l'étendue du subventionnement de l'agriculture. Nous montrerons ainsi l'effet d'hysteresis qui apparaît entre les représentations sociales – l'ethos paysan – et la réalité économique et politique : la fonctionnarisation de l'agriculteur. Nous tenterons de nous placer du point de vue aujourd'hui dominant d'un néo-libéralisme dogmatique afin d'analyser l'agriculture suisse. Il ne s'agit pas d'endosser sans précaution l'air du temps et les prénotions qu'il colporte, mais bien de montrer que l'analyse qu'il présente est inapplicable à l'agriculture, comme à bien d'autres domaines. Ainsi, il s'avère difficile de distinguer ce que l'agriculture produit, ce qu'elle reçoit à titre de subvention à la production des prestations écologiques ou de sa contribution à la défense nationale.
- 36 Nous montrerons que l'agriculture ne peut qu'être subventionnée, d'une façon ou d'une autre, et que placer le débat sur le plan de sa rentabilité économique est un non-sens. Ainsi, il est impossible d'appliquer à l'agriculture la logique néo-libérale sans conduire l'ensemble des entreprises agricoles **familiales** à la disparition. L'agriculture, en Suisse comme ailleurs, est un exemple des investissements à long terme que nécessite toute activité réellement productive. Nous poussons donc la logique néo-libérale dans ses derniers retranchements en présentant les deux termes de l'alternative sous-jacente au débat qui anime la politique agricole en Suisse : rendre l'agriculture concurrentielle revient à la condamner, alors que la subventionner revient à reconnaître l'inconsistance de l'analyse néo-libérale pour l'agriculture.
- 37 Pour ce faire, nous utilisons à dessein les termes de « subventions » pour qualifier tous les paiements directs et indirects qui soutiennent l'agriculture et de « fonctionnarisation » des agriculteurs pour indiquer leur dépendance financière envers l'Etat. Il convient de préciser que, pour nous, les termes de « fonctionnaire<sup>20</sup> » et de « subvention » ne comportent aucun aspect péjoratif. Nous entendons donc le terme de fonctionnaire comme un employé de l'Etat, à temps plein ou partiel, et le terme de subvention comme un soutien financier étatique à une activité économique d'intérêt public.
- 38 Nous préférons ces termes à ceux de « prestations », écologiques ou autres, qui seraient payées par l'Etat, au même titre que celui-ci paie des entreprises pour la construction de bâtiments publics ou des routes nationales. Celles-ci compenseraient les subventions et

les transformeraient en un paiement de l'Etat effectué au nom de la collectivité. Il nous paraît peu souhaitable de considérer les contributions écologiques comme une prestation. En effet, concevoir la dimension écologique de l'agriculture sous l'éclairage marchand d'un échange de biens – des prestations écologiques – contre de l'argent nous paraît ouvrir la porte à la privatisation d'un écosystème découpé en éléments distincts et commercialisables. Cette perspective revient à appliquer la logique du marché à l'économie publique et plus particulièrement à l'écosystème en le convertissant, au moyen des prestations écologiques censées préserver la diversité biologique et l'environnement, en une quantité abstraite mais monnayable, c'est-à-dire, à terme, le privatiser. Il s'agit là d'une tentative malheureuse d'appliquer la logique néolibérale au bien collectif – actuel et des générations futures (Jonas, 1990) – qui lui est par définition antinomique<sup>21</sup>.

- 39 Il nous paraît plus judicieux de parler du service public que représente la dimension écologique de l'agriculture, donc de concevoir les agriculteurs comme des fonctionnaires fournissant un service public qui requiert des subventions. Si ces deux termes donnent un aspect polémique à notre propos, c'est qu'ils indiquent un non-dit qui enveloppe tant les pratiques que les propos des agriculteurs, des économistes et des politiques. D'une part, il nous paraît important que les agriculteurs reconnaissent leur fonction d'employés et de serviteurs – au sens noble du terme – de l'Etat. En effet, de nombreux agriculteurs associent les paiements directs à une forme d'assistance sociale, à l'instar de certains retraités qui rechignent à demander les prestations complémentaires, confondant le droit et la charité. D'autre part, il n'est pas moins essentiel que les politiques, et surtout les économistes, reconnaissent le rôle de service public de l'agriculture et cessent de vouloir lui appliquer la logique fatale du libre marché.

## La vache à lait des subventions

- 40 Si l'on procède à une grossière estimation de la composition du revenu d'une exploitation jurassienne, nous arrivons à la figure suivante. Un bon tiers des revenus résultent des paiements directs de la Confédération, alors que plus de la moitié provient de la vente du lait<sup>22</sup>, le reste étant le fruit de la vente de veaux et de vaches pour l'industrie alimentaire. Mentionnons un aspect qui était particulier au revenu paysan : les prix garantis. Le prix du lait était fixé par le Conseil fédéral, vestige de l'économie planifiée qui fit les beaux jours de l'agriculture suisse depuis la seconde guerre mondiale, et se maintint bien au-dessus des prix européens. En 1998, date du dernier prix garanti, il était de 87 centimes par kilo. Depuis le 1<sup>er</sup> mai 1999, le prix garanti est devenu prix cible, ce qui revient à le laisser osciller dans une fourchette de 10 centimes. La Confédération n'interviendra plus automatiquement pour maintenir le prix cible dorénavant fixé à 77 centimes et se limitera à endiguer une baisse trop importante. Or, le prix du lait ne s'élève qu'à 47 centimes environ par kilo en Europe et une diminution de 15% est prévue par la réforme de la politique agricole commune (ce qui revient à placer le prix du kilo de lait à près de 40 centimes). La prétention de la nouvelle politique agricole suisse (PA, 2002) de rapprocher les prix suisses des prix européens devient ainsi illusoire. En dépit d'une baisse de 30 centimes (28%) en six ans, l'écart ne se comble pas et la production laitière suisse ne devient guère plus concurrentielle sur le marché mondial. Ainsi, une étude récente estime les coûts de production du kilo de lait en Suisse à 115 centimes, soit 40 centimes au-dessus du prix de vente (Monteleone, 1998 : 6), ce qui laisse songeur sur les prétentions de la politique agricole suisse.

- 41 Or, en dépit de ce subventionnement massif<sup>23</sup>, le revenu paysan est en baisse constante depuis le début des années quatre-vingt-dix. A l'image du mouvement généralisé de baisse du niveau de vie en Suisse, il a chuté de près de 25% entre 1992 et 1996. Arrêtons-nous quelque peu sur ces chiffres, car ils donnent un sens particulier aux activités agricoles. Un « emploi » à 120 heures par semaine, avec environ 15 jours de vacances par année, soit près de trois emplois classiques, ne rapporterait que l'équivalent du salaire d'un petit fonctionnaire. Certes, cette comparaison est boiteuse, car il faudrait analyser plus précisément les chiffres avancés par les associations paysannes et savoir ce qu'ils recouvrent précisément (est-ce le revenu imposable ? Après déductions ? Comment se distribue cette moyenne entre des exploitations concrètes ?). Il faudrait effectuer une comptabilité précise du « travail » agricole et tenir compte des avantages symboliques et « en nature » souvent difficilement quantifiables. Il est donc bien difficile de comparer les revenus des agriculteurs avec ceux d'autres catégories sociales de la population suisse et seul un ordre de grandeur nous semble pouvoir ressortir de cet exercice : si la pauvreté ne touche sans doute que peu d'entreprises agricoles<sup>24</sup>, il n'est plus possible aujourd'hui de s'enrichir dans l'agriculture familiale. Cette estimation a le mérite de donner un ordre de grandeur de la rémunération du travail agricole.

## Associations paysannes et politique agricole

- 42 Politiquement, la question agricole se présente sous un jour fort complexe. Il faut rappeler les liens qui unissent la politique agricole à la défense nationale pour comprendre le statut privilégié que l'agriculture a su conserver trop longtemps. L'histoire d'une agriculture qui a nourri la patrie pendant les longues années de guerre est encore à écrire, mais cette représentation sociale – ou cet événement historique... – a légitimé la somme considérable de subventions distribuées par la Confédération depuis la seconde guerre mondiale. Le lobby paysan, associé au lobby militaire, a réussi à maintenir le *statu quo* dans les rapports de forces politiques pendant plus de quarante ans et ce n'est qu'avec les négociations du GATT (OMC) et la montée en puissance du mouvement écologique que la situation s'est progressivement dégradée (Sciarini & Von Holzen, 1995).
- 43 Jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix, le système de soutien à l'agriculture combinait l'ensemble des subventions en une seule enveloppe financière : les aspects touristiques, militaires (sécurité alimentaire), écologique (entretien des paysages, des forêts et des pâturages), sociaux (garantie d'un salaire équitable) se trouvaient inextricablement mêlés. Les fonctionnaires de l'Office fédéral de l'agriculture préparaient cette « enveloppe » et la soumettaient au Conseil fédéral. Ce dernier attendait l'aval du Parlement, en général déjà acquis, avant de mettre en vigueur la politique agricole. Tout allait changer avec la nouvelle politique agricole (PA, 2002).
- 44 Aujourd'hui, la conversion du soutien des prix en paiements directs marque une fragilisation de la situation de l'agriculture en Suisse. En effet, l'ancienne « enveloppe » s'est déchirée et laisse apparaître les différents secteurs du subventionnement. Il s'agit d'un transfert du pouvoir décisionnel de l'Office fédéral de l'agriculture au Parlement fédéral, puisque les parlementaires ne peuvent plus ignorer le mode de distribution des deniers publics. On peut supposer que les paiements directs risquent d'être soumis aux aléas de la politique fédérale et que le Parlement attachera plus d'importance aux résultats des votations populaires et des groupes de pression indépendants de l'agriculture qu'aux recommandations de l'Office fédéral de l'agriculture. En effet, l'Office

fédéral de l'agriculture a la réputation d'être composé de nombreux fonctionnaires issus du milieu agricole. Or, comme les réseaux familiaux restent si importants dans l'agriculture, on peut supposer qu'ils l'étaient tout autant par le passé. Il est donc légitime de penser que l'Office fédéral de l'agriculture n'était pas aussi sensible que le Parlement aux intérêts qui ne ressortissaient pas à l'agriculture.

- 45 La multiplication des associations paysannes (Union suisse des paysans, syndicats d'élevage, chambres agricoles, fédérations laitières, sociétés d'insémination artificielle, associations politiques<sup>25</sup>, etc.) est le signe d'une fonctionnarisation croissante du monde agricole<sup>26</sup>. L'agriculteur est entouré par les représentants de multiples associations, par les fonctionnaires fédéraux et cantonaux (vulgarisation agricole, gestion du territoire, protection de l'environnement, service vétérinaire, etc.) et par les garants des différents labels de qualité des grands distributeurs suisses. Cet environnement associatif et administratif complexe présente un encadrement serré des agriculteurs, engoncés dans des directives administratives. Mais il est aussi l'expression d'une particularité de l'agriculture. En effet, la production de produits périssables par des petites entreprises exige un regroupement en association pour gérer les questions de stockage et d'écoulement des produits. En outre, la complexité de la technologie et des pratiques agricoles explique la présence d'un florilège d'associations spécialisées. Pourtant, d'autres facteurs contribuent à cette profusion associative. Par exemple, la présence dans la liste des organisations paysannes d'une société de non-ensilage laisse entrevoir que les regroupements professionnels suivent parfois la liste des primes – en l'occurrence la prime pour la production laitière en région fromagère où l'ensilage est interdit – ou des indemnités distribuées par la Confédération. L'association retrouve son rôle premier : être un instrument de défense professionnelle et de lutte pour promouvoir les intérêts de ses membres. Il n'en reste pas moins curieux de découvrir ce foisonnement associatif chez des libres entrepreneurs si fiers de leur indépendance...
- 46 Le monde associatif agricole paraît organisé à la façon d'un lobby et les liens qui unissent ces multiples associations à l'Office fédéral de l'agriculture constituerait un beau thème de recherche. Par exemple, les statistiques agricoles sont effectuées par... l'Union suisse des paysans qui compile les différentes données fournies par l'Office fédéral de la statistique, par l'administration des douanes, etc. Certes, ces chiffres sont ensuite officialisés par la Confédération, mais il peut paraître étrange que ce soient les principaux intéressés qui présentent les données censées leur correspondre<sup>27</sup>.
- 47 L'agriculture jurassienne se trouve face à une « grande transformation » qui dure, certes, depuis fort longtemps, mais qui semble s'accélérer aujourd'hui. Il est d'autant plus difficile de l'affronter que :
- Cette crise – crise des façons de concevoir les choses – est engendrée par le fait que les agriculteurs sont contraints, sous les pressions économiques et sociales, d'adopter des techniques sans en maîtriser le sens. Cette situation engendre, pour les agriculteurs, la nécessité de se mettre à l'œuvre pour reconstituer un sens, une organisation conceptuelle des choses qui leur permette de récupérer la maîtrise perdue lors de l'adoption « de nouvelles techniques » (Darré, 1985 : 148).
- 48 C'est bien la situation que vivent les agriculteurs du Jura face à l'écologisation actuelle de la politique agricole fédérale et à la mise au jour de l'étendue du subventionnement de l'agriculture : deux éléments qui contredisent la représentation qu'ils se font d'eux-mêmes. En effet si, auparavant, il était possible à l'agriculteur de (se) dissimuler son statut de fonctionnaire à temps partiel, en raison du soutien au prix qui laissait accroître qu'il gagnait son pain en produisant du lait ou de la viande<sup>28</sup>, la réalité objective a rejoint



le paysan qui voit les prix s'effondrer et l'importance des subventions croître dans son budget au vu et au su de tous : le roi est nu. Les dernières votations fédérales sur des objets agricoles ont rappelé fort à propos à la population le volume du soutien fédéral à l'agriculture et l'attachement du corps électoral au maintien de petites exploitations agricoles en dépit de leur coût élevé.

## Quel avenir pour l'agriculture jurassienne ?

- 49 L'agriculture suisse se trouve dans une situation paradoxale. Paradoxe de la représentation que les agriculteurs ont d'eux-mêmes et paradoxe d'une analyse néo-libérale de l'agriculture familiale. En premier lieu, si le paysan se « prend » pour un libre entrepreneur, il est objectivement un fonctionnaire à temps partiel. Cette prétention à l'indépendance interdit au monde agricole de saisir les occasions d'une reconversion professionnelle en adhérant au rôle de protecteur d'une nature humanisée que lui propose la Confédération et de nouer des alliances sociopolitiques avec les organisations de défense de la nature considérées par les paysans comme des groupuscules gauchisants d'intellectuels urbains. Ainsi, une féroce opposition politique et éthique dissimule une convergence objective d'intérêts entre les tenants de la préservation et de l'entretien du paysage et l'agriculture familiale. En second lieu, l'analyse économique néo-libérale appliquée à l'agriculture suisse revient à souhaiter sa disparition. En effet, l'agriculture familiale helvétique ne sera jamais compétitive et l'ouverture des marchés ou l'intégration au sein de l'Europe risque fort de conduire à la faillite de très nombreuses exploitations<sup>29</sup>, alors que certaines survivront en produisant des aliments de qualité dans des niches provisoirement préservées et surtout en adhérant au rôle écologique qui transforme progressivement l'agriculture en service public.
- 50 Aujourd'hui, l'agriculture – européenne et helvétique – s'est fait rattraper par la dégradation des termes de l'échange. Ce mécanisme qui a affecté le prix des matières premières des pays du sud touche maintenant les agricultures des pays du nord. S'agit-il d'une évolution inéluctable qui conduit à une paupérisation du secteur agricole<sup>30</sup> ou faut-il voir dans cette dégradation de la situation socio-économique une adaptation transitoire au contexte économique international, comme veulent le penser les chantres de la mondialisation ?
- 51 Même si l'ensemble du subventionnement de l'agriculture ne dépasse pas la moitié du revenu brut, est-il toujours légitime de parler de petites entreprises agricoles ? Ne serait-il pas plus adéquat de considérer le secteur primaire comme un domaine du ressort de l'économie publique ? Si l'agriculture contribue au bien public par l'entretien du paysage et de l'environnement naturel, ainsi que par sa propre existence, garante de l'identité nationale, il s'agirait de la convertir en service public. Toutefois, l'agriculture ne peut se contenter d'entretenir l'environnement, c'est-à-dire de fournir un service public indispensable pour l'ensemble de la population, car elle y perdrait son âme : son essence est aussi de produire des biens alimentaires. Pourtant, cette production ne peut avoir comme objectif le marché mondial, mais bien la consommation locale. En effet, il est suicidaire de vouloir mettre en concurrence sur un marché libre l'agriculture de montagne avec les entreprises agro-industrielles internationales : les paysans jurassiens ne produiront jamais du lait ou de la viande au prix mondial.

- 52 Une production agricole associée aux services publics rendus par l'agriculture nous paraît nécessaire. Sans production, l'agriculteur ne pourrait plus s'identifier à l'ethos paysan et se transformerait douloureusement en un fonctionnaire agricole. Le paysan ne serait plus que le spectre de lui-même : un « cantonnier du paysage » comme le dénoncent les représentants des associations paysannes.
- 53 Paradoxalement, l'agriculture actuelle pourrait coûter moins cher à la collectivité qu'une fonctionnarisation officielle du monde agricole. En effet, une agriculture composée de fonctionnaires travaillant 40 heures par semaine, même peu payés, pourrait-elle remplir sa fonction de « jardiniers du paysage » à un moindre coût que l'agriculture d'aujourd'hui ? En d'autres termes, serait-il plus intéressant pour la collectivité – financièrement parlant – d'abandonner le subventionnement des paysans en achetant les produits agricoles sur le marché mondial et de fonctionnariser certains d'entre eux en les convertissant en « jardiniers du paysage » ? Ou vaut-il mieux payer les produits agricoles au double du prix international tout en maintenant – à l'aide de subventions – une paysannerie qui s'auto-exploite en restant engoncée dans le mythe de la libre entreprise ? Bref il s'agit ici de repenser la vieille et lancinante question de l'aliénation des agriculteurs qui prend aujourd'hui la forme suivante : l'agriculture familiale est-elle le signe ostentatoire et luxueux de la richesse d'une nation ou l'œuvre efficace du capitalisme bien compris ?

---

## BIBLIOGRAPHIE

- AGULHON M., BODIGUEL M., 1981. *Les associations au village*. Le Paradou, Actes Sud, Hubert Nyssen éditeur.
- AUGUSTINS G., 1989. Comment se perpétuer ? Devenir des lignées et destins des patrimoines dans les paysanneries européennes. Nanterre, Société d'Ethnologie.
- BARTHEZ A., 1986. « Du labeur paysan au métier d'agriculteur », *Cahiers d'Economie et Sociologie Rurales*, 3 : 45-72.
- BERTHOUD G., CRETTEZ B., PREISWERK Y. et alii, 1991. *Vache d'utopie ; la vache : corps, symbole et décor*. Genève, Slatkine, Itinéraire Amoudruz VII.
- BOKEMEIER J.L., 1997. « Rediscovering Families and Households: Restructuring Rural Society and Rural Sociology », *Rural Sociology*, 62, 1 : 1-20.
- BOURDIEU P., 1977. « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 17-18 : 2-5.
- BOURDIEU P., 1986. « Les rites d'institution », in CENTLIVRES P. & HAINARD J. (éds.), *Les rites de passage aujourd'hui*. Lausanne, L'âge d'homme : 206-215, publié en 1986 dans *Actes de la Recherche en Science Sociales*.
- BOURDIEU P., 1997. *Méditations pascaliennes*. Paris, Seuil.
- BRANGEON J.-L., JEGOUZO G., 1995. « Farm Poverty in France During the 1980s », *Sociologia Ruralis*, XXXV (1) : 3-23.



- CHAMPAGNE P., 1977. « La fête au village », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 17-18 : 73-84.
- CHAMPAGNE P., 1979. « Jeunes agriculteurs et vieux paysans ; crise de la succession et apparition du troisième âge », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 26-27 : 83-107.
- CHAMPAGNE P., 1993. « Un avenir incertain », in BOURDIEU P. (éd.), *La misère du monde*. Paris, Seuil : 533-549.
- CONSEIL FEDERAL, 1999. Suisse-Union européenne ; rapport sur l'intégration 1999. Berne, EDMZ.
- DARRE J.-P., 1985. *La parole et la technique : l'univers de pensée des éleveurs du Ternois*. Paris, Karthala.
- DE HAAN H., 1994. *In the Shadow of the Tree; Kinship, Property and Inheritance among Farm Families*. Amsterdam, Het Spinhuis Publishers.
- DROZ Y., 1998. De la monoculture de la vache à l'auto-exploitation : quelle économie pour quelle agriculture ? Genève, IUED (Itinéraires, 52).
- DROZ Y., à paraître. Des vaches et des hommes : la reproduction sociale des petites entreprises agricoles du Jura suisse.
- FAT, 1997. Rapport principal 1996 sur les exploitations-témoins. Tänikon TG, FAT.
- GOFFMAN E., 1974. *Les rites d'interaction*. Paris, Minuit.
- HAINARD F., HAINARD J., 1980. « Lutttes et conflits paysans en Suisse », *Ethnologica Helvetica*, 4 : 223-244.
- JONAS H., 1990. *Le principe de responsabilité ; une éthique pour la civilisation technologique*. Paris, Editions du Cerf, première édition allemande, 1979.
- KILANI M., 1984. « Les images de la montagne au passé et au présent ; l'exemple des Alpes valaisannes », *Archives suisses des traditions populaires*, 80 : 27-55.
- MENDRAS H., 1995. *Les sociétés paysannes ; éléments pour une théorie de la paysannerie*. Paris, Gallimard, édition refondue [1976] (Folio histoire, 70).
- MIEVILLE-OTT V., 1989. « La formation professionnelle de la paysanne : réalité et ambiguïté », *Agrarwirtschaft und Agrarsoziologie/Economie et sociologie rurales*, 1-89 : 5-21.
- MONTELEONE P., 1998. *Coût de production du lait ; rapport d'étude*. Lausanne, Service de vulgarisation agricole.
- MOSER P., 1994. *Der Stand der Bauern. Bäuerliche Politik, Wirtschaft und Kultur Gestern und Heute*. Frauenfeld, Huber.
- OESTER K., 1996. *Unheimliche Idylle ; Zur Rhetorik Heimatlicher Bilder*. Köln, Weimar & Wien, Böhlau.
- PINOT R., 1979. *Paysans et horlogers jurassiens*. Genève, Grounauer. Publié dans *La Science sociale* (Paris) 1887-1889.
- SABLONIER R., WEISHAUPT M., 1992. *Die Alte Schweiz als 'Bauernstaat'*. Bâle, FNSRS.
- SCIARINI P., VON HOLZEN M., 1995. *Gatt-Europe : la Suisse face à ses paysans*. Genève, Georg & Journal de Genève.
- SHUCKSMITH M., CHAPMAN P., 1998. « Rural Development and Social Exclusion », *Sociologia Ruralis*, 38 (2) : 225-242.

TANNER A. & HEAD-KÖNIG A.-L., 1992. Die Bauern in der Geschichte der Schweiz/Les paysans dans l'histoire de la Suisse. Zürich, Chronos.

TSCHANNEN O., HAINARD F., 1993. *Les agriculteurs du canton de Neuchâtel ; approche quantitative*. Neuchâtel, université de Neuchâtel.

WEISHAUPT M., 1992. Bauern, Hirten und « Frume Edle Puren » : Bauern und Bauernstaatsideologie in der Spätmittelalterlichen Eidgenossenschaft und der Nationalen Geschichtsschreibung der Schweiz. Basel & Frankfurt am Main, Helbing & Lichtenhahn.

## NOTES

1. Ce texte est issu d'une recherche financée par le Fonds national suisse pour la recherche scientifique FNS n° 5004-047811.
2. Voir Barthez (1986) pour une analyse des divers sens que recouvrent ces concepts dans les statistiques françaises.
3. Voir également champagne (1979 : 100).
4. UGB = Unité de Gros Bétail. Voir Droz (1998 : 43-44) pour une interprétation de l'usage fréquent des acronymes et des abréviations en vigueur dans l'agriculture.
5. Après le dépouillement de près de 300 fiches d'exploitations de districts des montagnes neuchâteloises, V. Miéville-ott construit le profil type de l'agriculteur neuchâtelois : 37 ha de surface agricole utile, 30 UGB et environ 100 000 kilos de contingent laitier (communication personnelle). La station fédérale de recherches en économie et technologie agricoles considère qu'une exploitation moyenne du Jura (30 ha et 31 UGB) exige 530 jours de travail par an (FAT, 1997).
6. Voir ci-dessous.
7. Rappelons que dans les systèmes à parentèle (Augustins, 1989), la « lignée » n'appartient pas à un terroir, mais plutôt à un voisinage mouvant en fonction des recompositions du patrimoine. Néanmoins, cela n'interdit pas l'attachement à la « terre de la famille », même si celle-ci correspond aux possessions « d'un vaste réseau de parenté et d'alliance » (*ibid.* : 229).
8. Ce prestige est à rapprocher de l'attachement à l'honneur de la famille. Les très nombreux procès en diffamation des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles soulignent l'importance que les paysans accordaient à l'honneur. Il s'agissait d'accords signés devant notaire où l'une des parties se rétractait, confirmant la bonne réputation de la victime et affirmant que les propos tenus (« voleur de fourche » par exemple) l'avaient été sous l'emprise de la colère ou de la boisson (communication personnelle Raoul cop, La Chaux-de-Fonds, 17 septembre 1998). Ces procès pour atteinte à l'honneur semble avoir persisté jusqu'à la fin des années soixante en tout cas.
9. En 1993, 85% des agriculteurs du canton de Neuchâtel « seraient disposés à recommencer ce métier, principalement en raison de l'indépendance possible de la profession, du contact avec la nature et les animaux, et de l'amour de ce travail » (Tschannen, 1993 : 24).
10. Le titre du projet de recherche en est la preuve : « Agriculteurs et éleveurs du Jura suisse devant la modernité ». Redoublement inutile et maladroit, alors que « paysan » aurait suffi...
11. « Cette coercition qui ne s'institue que par l'intermédiaire de l'adhésion que le dominé ne peut manquer d'accorder au dominant (donc à la domination) lorsqu'il ne dispose, pour le penser et pour se penser ou, mieux, pour penser sa relation avec lui, que d'instruments de connaissance qu'il a en commun avec lui et qui, n'étant que la forme incorporée de la structure de la relation de domination, font apparaître cette relation comme naturelle » (Bourdieu, 1997 : 204).
12. Subventions fédérales versées en échange des « prestations écologiques » fournies par l'agriculture.

13. Voir champagne (1977) ; Agulhon & Bodiguel (1981).
14. Goffman (1974).
15. Ballade dominicale traditionnelle dans les pâturages qui se conclut par un feu de bois où se cuisent pommes de terre, saucisses et saucissons.
16. Remarquons que cet entretien soigneux est favorisé par la densité démographique et l'exiguïté des exploitations qui contraignent l'agriculteur à un usage intensif de son domaine, donc à occuper l'ensemble du territoire à des fins productives.
17. Sur les origines historiques du mythe paysan, voir Moser (1994) ; sablonier & weishaupt (1992) ; Tanner & Head-König (1999) ; weishaupt (1992).
18. Il s'agit des thèmes soumis en votation populaire ces dernières années.
19. Comme le souligne Mondher Kilani, « l'agriculture de montagne apparaît désormais dans sa fonction principale d'entretien de l'environnement, d'un paysage à vocation touristique essentiellement, et les paysans comme des "jardiniers de la montagne", selon l'expression consacrée, et des gardiens de "l'authenticité" rurale » (1984 : 50). Aujourd'hui, cette fonction principale est la justification des paiements directs.
20. « Personne qui remplit une fonction publique ; personne qui occupe, en qualité de titulaire, un emploi permanent dans les cadres d'une administration publique » selon le Petit Robert. Les agriculteurs pourraient être considérés comme des fonctionnaires si les « prestations écologiques » qu'ils fournissent sont une fonction d'utilité publique, bien qu'ils ne reçoivent pas de salaire (mais des subventions) et ne disposent pas d'emploi permanent (mais d'enveloppes budgétaires). Nous entendrons donc ce terme au sens large.
21. A moins de croire, comme feignent de le faire ses apôtres, que la main invisible règle les intérêts individuels à court terme pour le plus grand bien de tous à long terme...
22. D'où l'importance attachée par les agriculteurs au maintien d'un prix du lait élevé pour garantir la survie des exploitations familiales.
23. Pour d'autres estimations qui aboutissent au même résultat, voir Droz (1998).
24. Voir Shucksmith et al., (1998) pour une esquisse de la problématique de l'exclusion sociale rurale en Grande-Bretagne.
25. Le mémento agricole compte une liste de 23 pages d'organismes cantonaux, fédéraux et d'organisations agricoles **romandes** !
26. Rappelons que la majorité des fonctionnaires agricoles sont issus de l'agriculture. Il faut donc mettre en regard la disparition des entreprises agricoles et l'accroissement du nombre de fonctionnaires agricoles : trouver un emploi dans une association paysanne est une stratégie de reconversion professionnelle pour les agriculteurs. Fonder une association, c'est aussi donner du travail à ses enfants... pour autant qu'elle s'institutionnalise.
27. Cette particularité n'est pas propre à l'agriculture, puisque bon nombre de branches professionnelles font de même, ce qui laisse songeur...
28. Le soutien au prix dissimulait le subventionnement fédéral, car le paysan – comme tout un chacun – pouvait penser que le prix correspondait à la valeur marchande du produit.
29. Le rapport du Conseil fédéral sur l'intégration (1999) prévoit, pour maintenir le revenu actuel, la disparition de 5% des entreprises agricoles helvétiques (alors que le taux de disparition « naturelle » est de 2%) par année jusqu'en 2007 pour le moins...
30. Voir pour un exemple français Brangeon & Jegouzo (1995).

---

## INDEX

**Keywords** : agriculture, ecology, economic sociology, mountain, peasant, Switzerland

**Mots-clés** : agriculture, écologie, montagne, paysans, sociologie économique, Suisse

## AUTEUR

YVAN DROZ

Institut d'ethnologie de NeuchâtelIUED